

(*Enregistré sur les Records le 9 Juillet 1904.*)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 23rd day of June 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

MR. SECRETARY LYTTTELTON

EARL WALDEGRAVE

SIR H. E. TASCHEREAU.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 2nd day of June, 1904, in the words following, viz. :—

Loi modifiant
la Loi relative
aux Huiles ou
Essences
Minérales ou
Végétales ou
autres
Substances de
la même
nature.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the most humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 30th day of April, 1904, setting forth that the Law now in force with respect to the

1904.

Sale and Storage of Mineral and Vegetable Oils and Essences and other substances of the like nature is regulated and governed by an Order in Council dated the 4th day of July, 1893, and registered on the Records of the Island on the 22nd July, 1893, as modified by a subsequent Order in Council dated the 15th January, 1897, and registered on the said Records on the 30th of January 1897; that considerable inconvenience having been found in the working of Articles I., III., IV. and V. of the existing Law a Committee of the States was duly appointed to consider and report upon the said Articles, and to suggest alterations and modifications thereof with a view to removing the said inconvenience, that the said Committee presented more than one Report on the subject and such Reports were duly considered by the States; and finally by a resolution of the States dated the 29th of July, 1903, the States accepted a supplementary Report and referred it to the Royal Court to prepare a Bill or 'Projet de Loi' to give effect to the recommendations of the said Comité contained in the said supplemental Report and in their previous main Report, which bore date the 17th December, 1902; that the Royal Court having taken up the said reference duly prepared a Bill or 'Projet de Loi' for the purpose of giving effect to the said recommendations, and by an Act of the Court dated the 14th of March, 1904, the Bailiff was requested to lay the said Bill or 'Projet de Loi' before the States for their approval with a view to its subsequent transmission to Your Majesty in Council for Your Royal sanction; that the Bailiff accordingly brought the said Bill or 'Projet de Loi' before the States; and after considerable discussion and debate the States on the 15th of April, 1904, adopted the said Bill or 'Projet de Loi' with some slight modifications; that the said Bill or 'Projet de Loi' as modified by the States is

1904.

intituled 'Loi modifiant la Loi relative aux Huiles ou Essences Minérales ou Végétales ou autres substances de la même nature,' and is set forth in the Schedule to the said Petition; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal sanction to the said Bill or 'Projet de Loi' as set forth in the Schedule to this Petition and to declare it to be Your Majesty's Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law in the Island of Guernsey as from the expiration of ten days after the Order to be made thereon should have been registered on the Records of the Island :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of the said Projet de Loi."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1904.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI MODIFIANT LA LOI RELATIVE AUX HUILES
OU ESSENCES MINÉRALES OU VÉGÉTALES
OU AUTRES SUBSTANCES DE LA MÊME
NATURE.

Préambule.

Vu les délibérations des États en date du 27 Février 1903 et du 29 Juillet 1903 accueillant les rapports d'un Comité des dits États chargé d'examiner une requête présentée par plusieurs Membres des États au sujet de l'Article 3 de la loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature du 22 Juillet 1893.

Sont et demeurent rappelés les Articles 1, 3, 4 et 5 de la Loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature du 22 Juillet 1893, et seront les articles suivants substitués à leur place lesquels seront censés former partie de la dite Loi.

Déclaration
par
l'importateur
d'huiles ou
essences au-
dessous de
73° Fahr.

1.—Tout importateur d'huiles ou d'essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature susceptibles de produire des vapeurs inflammables dans un vaisseau clos à une température inférieure à 73 degrés de thermomètre Fahrenheit (Abel Pinsky instrument), devra dans les vingt-quatre heures avant l'arrivée du navire contenant la dite cargaison, délivrer sous sa signature au bureau du Superviseur de la Chaussée une déclaration désignant son adresse, la quantité, la qualité et le degré d'inflammabilité des dites huiles ou essences et la nature de l'emballage sous peine d'une amende qui n'excédera pas cinq livres stg. en outre la confiscation de la dite cargaison à la discrétion de la Cour.

Superviseur
enregistrera
déclarations
et en livrera
copies aux
Connétables.
Débarque-
ment se fera à
l'endroit
indiqué par
Maître de
Port.

Le Superviseur de la Chaussée sera tenu d'enregistrer ces déclarations dans un livre spécialement tenu à cet effet et en délivrera immédiatement copie aux

Connétables de la paroisse du domicile du consignataire. Le débarquement des marchandises devra se faire à l'endroit indiqué par le maître du port sous peine d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling tant contre le maître de navire que contre toute personne aidant à leur débarquement dans un endroit qui n'aura pas été indiqué par le maître de port.

1904.

Le débarquement et le transfert d'un chargement seront surveillés par un Inspecteur nommé à cet effet par le Superviseur de la Chaussée. L'importateur payera au dit Superviseur cinq chelins pour les frais de l'Inspecteur.

Débarquement et Transfert seront surveillés par l'Inspecteur. Honoraire de 5s.

3.—Il est défendu à toute personne, d'emmagasiner, garder dans sa possession vendre ou débiter aucunes des substances mentionnées dans l'Article 1er, sans avoir préalablement obtenu une licence à cet effet des Connétables et Douzeniers de la paroisse où le magasin, dépôt ou débit est situé et ce sous peine d'une amende qui n'excédera pas dix livres sterling.

Licences pour emmagasiner, vendre ou débiter.

Il sera payé pour l'octroi de chaque licence comme suit savoir :—

Prix des Licences.

Au dessus d'un demi-gallon et n'excédant pas deux gallons	£0	2	6
Au dessus de deux gallons et n'excédant pas dix gallons	0	5	0
Au dessus de dix gallons et n'excédant pas cent gallons	0	15	0
Au dessus de cent gallons et n'excédant pas deux mille gallons	1	0	0

La licence indiquera le nom, prénoms et domicile du licencié, la description du local affecté soit au débit au dépôt ou à l'emmagasinage et fixera la quantité d'huiles ou d'essences que la dite personne pourra garder sur les prémisses ainsi licenciées, bien entendu que cette quantité ne pourra dans aucun cas

Forme de la licence, et conditions.

1904.

excéder 2,000 gallons. La licence ne sera accordée que sous les conditions spécifiées dans la cédule A ci-dessous écrite ; sera valable pour une année, personnelle et non transférable.

Devoirs des
Connétables et
Douzeniers
avant
d'accorder
licence.

Les Connétables et Douzeniers avant d'accorder une licence feront examiner, aux frais du consignataire, le dépôt ou débit où il est proposé de garder les matières inflammables, par l'Inspecteur, nommé à cet effet par le Superviseur de la Chaussée, lequel fera un rapport aux dits Connétables et Douzeniers constatant que le dit dépôt ou débit est convenable pour tel emmagasinage, bien entendu qu'il ne sera accordé aucune licence :—

Cas où licence
ne sera pas
accordée.

- (a) Pour un magasin ou édifice dans lequel il est proposé d'emmagasiner deux gallons de liquide inflammable, si tel magasin ou édifice est en communication directe soit avec une maison d'habitation soit avec des appartements dans lesquels il est d'habitude d'allumer du feu, ou si d'après la nature des environs il y a lieu de croire qu'il y aura quelque danger.
- (b) Pour un magasin ou édifice dans lequel il est proposé d'emmagasiner du liquide inflammable excédant deux gallons et n'excédant pas dix gallons si tel magasin ou édifice est employé soit en entier soit en partie comme une maison d'habitation ou si le dit magasin ou édifice est construit de matière inflammable, ou si le dit magasin ou édifice est en communication directe avec un autre édifice ou partie d'un édifice employé pour un autre objet ainsi augmentant le danger de tel emmagasinage.
- (c) Pour tout magasin ou édifice dans lequel il est proposé d'emmagasiner plus de dix gallons

de liquide inflammable à moins que tel magasin ou édifice ne soit employé exclusivement et ne soit entièrement propre au dit emmagasinage et à moins que l'Inspecteur ne soit satisfait qu'il n'y ait aucun danger.

1904.

	Ville.		Cam- pagne.		
	s.	d.	s.	d.	
1° Sur une application pour une licence n'excédant pas 10 gallons	3	6	5	0	Honoraires de l'Inspecteur sur une application pour une licence.
2° Sur une application pour une licence n'excédant pas 100 gallons	5	0	7	6	
3° Sur une application pour une licence de 100 gallons à 2,000 gallons	10	0	12	6	

Les Connétables de la paroisse recevront tant le montant des licences que les honoraires de l'Inspecteur pour ses rapports et les remettront au Superviseur de la Chaussée après déduction de dix pour cent de commission que les dits Connétables sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations.

4.—Si les Connétables et Douzeniers refusent d'accorder une licence, la personne qui l'aura demandée pourra s'adresser à la Cour en Corps laquelle, après avoir entendu tant les Connétables et Douzeniers que l'Inspecteur, refusera ou accordera la dite licence. La décision de la Cour sera finale et sans appel.

5.—Les Connétables et Assistants de Connétables dans leurs paroisses respectives ainsi que l'Inspecteur dûment autorisé par le Superviseur de la Chaussée, pourront en tout temps faire la visite des maisons, des maisons de débit, dépôt ou magasins licenciés afin de s'assurer que ni les dispositions de cette loi ni les conditions de la licence aient été violées, et toute personne trouvée coupable d'avoir enfreint aucun des règlements contenus dans sa licence sera passible d'une

Connétables recevront montant des licences et honoraires pour le Superviseur.

Appel à la Cour en Corps dans le cas de refus d'accorder licence.

Connétables et Inspecteur pourront visiter maisons, débits, dépôts et magasins licenciés. Infraction des règlements contenus dans licence.

1904. amende qui n'excédera pas £5 stg. en outre la
forfaiture de la licence.

Empêchement
à la visite d'un
Connétable ou
de
l'Inspecteur.

Tout propriétaire ou locataire qui refusera de
permettre la dite visite ou de montrer tout local ou
tous ustensiles dans lesquels sont gardées aucunes des
substances spécifiées dans l'Article 1er sera passible
d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling.
En cas de refus persistant le Connétable pourra user
de force, si besoin est, et dans ce cas le délinquant
sera passible en Police Correctionnelle d'un emprison-
nement qui n'excédera pas deux mois.

Forme de la Licence.

Forme de la
Licence.

Les Connétables et Douzeniers de la paroisse de...
.....octroyent une licence à M.....
pour (emmagasiner, garder, vendre) pour une période
de douze mois à compter du.....gallons de
.....sur les prémisses situées à.....en la
paroisse de.....

Cédule A.

Cédule A.

1.—That the liquids specified shall be stored in.....
.....which building or place shall
have been examined by the inspector and shall have
been found to satisfy the requirements of the following
regulations laid down for his guidance.

2.—That the place of storage aforesaid be in all
respects kept and maintained in the same condition
that it was when inspected before the granting of this
licence.

3.—That there be no fire, forge, furnace, flame or
similar source of danger, or any storage of explosives
or of highly inflammable material within twenty feet
of such place of storage, unless separated therefrom
by a wall or partition of sufficient strength and height
to prevent the communication of fire, and should

contain no window, door or other opening, other than such fire-proof doors as are necessary for the purposes of access to the premises, and are open only when required for the said purposes.

1904.

4.—That the inflammable liquids be kept either in two-gallon tins or exclusively in strong metal vessels, the openings of which are covered with fine wire gauze and fitted with screw caps, and the vessels fitted with secure taps so constructed and connected as to prevent leakage or escape of vapour; and that such vessels and taps shall be kept in thorough good order.

5.—In the case of vendors that the storage vessels be painted in conspicuous characters with the name of the liquid and the words “highly inflammable.”

6.—That the liquids specified be only conveyed to or from the licensed premises between sunrise and sunset and in closed vessels free from leakage.

7.—That the liquids specified be not conveyed to and from the licensed place in a vehicle in which explosives or other articles likely to cause fire are also carried.

8.—That no artificial light, fire or article capable of causing fire, be at any time taken into or near the place of storage.

9.—That the vessels containing the liquids specified be only opened upon the licensed premises, at or near the place of storage and for the time necessary for drawing off the needed supply; and that during such drawing off every reasonable precaution be adopted for preventing the escape of the fluid or of the vapour therefrom.

10.—That all liquids specified received upon the premises be at once taken to, and upon delivery be at once taken from the place of storage.

1904.

11.—That the licensee do take effectual precautions for preventing unauthorised and all persons under 15 years of age from obtaining access to the place of storage.

12.—That no less than a bushel of sand be kept with each ten gallons or under of the liquid stored, except when the quantity exceeds 100 gallons, in which case one bushel of sand for every twenty-five gallons must be kept, and some portion of this must be constantly kept immediately under the tap of the vessel. The place of storage of the sand to be under the control of the Inspector.

13.—If a tank is used for storage it shall satisfy the following conditions :—

- (a) It must be constructed of good metal.
- (b) It must be properly tested before use, and seen to be perfectly tight and staunch.
- (c) It must at all times while in use be so well fitted that the inflammable liquid contained in it cannot escape therefrom in the form of liquid, whether under the action of fire or otherwise.
- (d) If it has a ventilating pipe, that pipe must be of suitable character and construction, and its orifice must be effectively protected by wire gauze.
- (e) Every other opening in the tank, whether to be used as a manhole or for a pipe or other purpose, such a ventilating pipe as aforesaid, must have a neck whose length is at least equal to one half of the diameter of the opening, and every such opening when not in actual use must be securely closed by an effective and properly secured cap, cover or tap.